

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOT BENNES SERVICE

Lieu-dit : Grandalisse Nord
291 impasse du Belvédère
69124 Colombier-Saugnieu

Références : UDR-SSDAS-25-187-LL
Code AIOT : 0006108405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2025 dans l'établissement DEPOT BENNES SERVICE implanté Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

1 - Contexte

Le site DBS de Colombier Saugnieu est devenu un important centre de tri de déchets non dangereux d'activités économiques et de déchets de chantiers de l'Est Lyonnais. Il traite environ 150 000 t de déchets par an et reçoit couramment plus de 80 véhicules (camions) en entrée de site, par jour ouvré. Une phase de modernisation et d'extension a eu lieu de 2022 à 2024. Un dossier avec participation du public par voie électronique a été instruit. Son arrêté préfectoral a été entièrement revu fin 2024 afin de prendre en compte le dimensionnement actuel de ses activités. Le site DBS exerce une activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisée initialement par arrêté préfectoral du 10 novembre 2009.

Les principaux déchets que le site reçoit sont des déchets de chantiers du BTP et des «DIB » : déchets non dangereux non inertes des activités économiques. Il ne reçoit ni sous-produits animaux ni déchets putrescibles.

Le site comporte les installations suivantes :

- un immeuble de bureaux à l'entrée,
- une zone de tri-entrepasage de 8000 m², pour les gravats inertes, avec un broyeur-concasseur qui est loué ponctuellement et fonctionnant par campagne d'une semaine ;
- un bassin de rétention des eaux de ruissellement, d'une capacité de 3100 m³,
- un bassin de rétention des eaux pluviales de toiture, d'une capacité de 545m³,
- deux bâtiments de tri séparés par des installations de pré-tri au grappin en extérieur,
- une chaîne de tri ayant démarré fin 2022,
- une plate-forme de stockage en enrobé d'une surface de 20 000 m² (extension 2022),
- un équipement de tri du bois d'oeuvre (équipement non utilisé en 2025),
- un broyeur bois / végétaux,
- diverses alvéoles de stockage extérieur séparées par des murs de 7 m de hauteur.

Les installations sont exploitées en une équipe par jour, du lundi au vendredi, de 7h à 16h30. Des apports ont lieu également le samedi matin pour une collectivité (bennes de déchetteries) mais sans fonctionnement de la chaîne de tri.

Le site a connu deux incendies importants en dehors des heures ouvrées dans le stock de déchets entrants à trier : nuit du jeudi au vendredi 28 octobre 2022 ; nuit du 27 juillet 2013.

Un nouvel incendie s'est déclaré hors heures ouvrées, le samedi 24 mai 2025 vers 17h00, cette fois dans un stock de déchets après tri. L'objet du présent rapport est de décrire les premiers éléments recueillis "à chaud" le lundi 26 mai après midi et synthétise les constats établis durant cette inspection.

2 - Gestion de l'événement

Le samedi 24 mai 2025, vers 17h00, un feu a démarré de façon très rapide sur le site de DBS. L'exploitant indique un appel à 17h00 d'un collaborateur signalant le sinistre. Le feu a pris dans un stock de déchets plastiques composés essentiellement de gaine plastique de chantier (janolène). Un stock voisin de matelas a également été impacté directement, tandis que les stocks de bois voisin, séparés par des murs coupe-feu de ces deux stocks, n'a été que très partiellement incendié. Les pompiers de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry sont arrivés sur le site vers 17h20. Mr Chellet arrive à 17h30 et ferme la vanne du trop-plein du bassin de rétention. Deux salariés de DBS arrivent vers 18h00 afin d'aider les pompiers à éloigner certains déchets (ex : matelas). L'exploitant ignore la quantité d'eau utilisée par les pompiers, mais l'évalue à environ 500 m³.

Le sinistre est maîtrisé à partir de 22h30, les pompiers ayant utilisé de la mousse en fin d'évènement. La zone incendiée n'est pas surveillée par caméra thermique ni par vidéo-surveillance. Dans la nuit du 24 au 25 mai, l'exploitant fait appel à SECURITAS pour assurer une surveillance de la zone. Aucun nouveau départ de feu n'est constaté. L'origine du sinistre n'est pas connue par l'exploitant, qui indique un possible acte de malveillance.

3 - Gestion des déchets et des eaux d'extinction

Selon l'exploitant, les déchets brûlés étaient composés de :

- 120 m³ de déchets de matelas
- 250 m³ de déchets de gaines plastiques de chantier (type Janolène)
- 90 m³ de bois non dangereux (bois A)

Les eaux d'extinction de l'incendie sont stockées dans le bassin de rétention. L'exploitant a envoyé

une photo du bassin à 17h30. Lors de la présente visite et sans épisode pluvieux depuis le sinistre, le bassin est sous la limite de 1000 m³ matérialisée par une chaîne métallique. L'exploitant a fait faire un prélèvement ce lundi 26 mai.

Lors de la présente visite, environ 180 m³ de déchets de matelas et de résidus plastiques fondus sont présents à proximité de la zone incendiée. Plusieurs dizaines de blocs béton sont endommagés au contact du feu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOT BENNES SERVICE
- Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu
- Code AIOT : 0006108405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site DBS exerce une activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisée initialement par arrêté préfectoral du 10 novembre 2009.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Autres demandes formulées lors de la présente visite :

Modélisation du panache

Arrêté préfectoral du 19/11/2024, art 2.3

En cas d'incendie impliquant l'intervention de forces de secours externes, l'exploitant met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement de la vitesse et de la direction du vent. Son rapport inclut la modélisation du panache de fumée et de ses retombées atmosphériques au sol.

-> *L'exploitant indique ne pas avoir mesuré lui-même ces éléments mais qu'il va les ajouter dans son rapport d'accident dû au plus tard le lundi 9 juin (15 jours après l'évènement).*

Gestion des eaux

Arrêté préfectoral du 19/11/2024, art 5.10

Au début de l'évènement, l'exploitant enregistre le niveau de remplissage du bassin de rétention en relevant la quantité d'eau effectivement stockée et l'accompagne d'une ou plusieurs photographies.

L'exploitant s'assure de la rétention effective des eaux d'extinction dans le bassin prévu à cet effet et dans son réseau en amont du point de rejet (vanne fermée).

Un prélèvement d'eau du bassin est effectué dès le lendemain de l'évènement.

Dans l'attente des résultats d'analyse et afin de maintenir le bassin à moins de 2000 m3 d'eau stockée, l'exploitant fait évacuer en citerne-déchets l'eau excédentaire vers un exutoire extérieur (station d'épuration d'eau industrielle) ou bien fait appel à un prestataire externe qui met en œuvre l'épuration requise avant rejet à l'exutoire n°1.

-> *L'exploitant ajoute les 20 PFAS listés à l'article 3 de l'Arrêté du 20/06/23 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.*

Vérification de l'état de la dalle / enrobé sous la zone incendiée

Arrêté préfectoral du 19/11/2024, art 5.11

Dans un délai de 15 jours après l'évènement, l'exploitant apporte la preuve (par prestation externe) du bon état d'étanchéité de la surface ayant subi l'impact de l'incendie. Dans la négative, il engage les travaux nécessaires dans les meilleurs délais.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stock de déchets sur site	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
2	Emplacement des stocks de déchets	Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 5.1	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
4	Gestion de déchets par un traiteur de déchets	Code de l'environnement du 23/05/2025, article L541-3	Amende	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection fait suite à l'incendie du samedi 24 mai 2025 ayant entraîné la venue sur site d'importants moyens de secours extérieurs. Le précédent évènement de cette ampleur date de la soirée du jeudi 27 octobre 2022.

Considérant l'historique des contrôles de l'inspection des installations classées réalisés sur le site et les enjeux des non-conformités relevées, les suites administratives suivantes, seront proposées par l'Inspection à la Préfète :

- amende de 5 000 € au titre du L541-3 du code de l'environnement, relative à la gestion irrégulière des déchets sur le site ;
- mise en demeure, au titre du L. 171-8 du code de l'environnement, de se mettre en conformité, dans un délai de 3 mois, avec les dispositions :

- **de l'article 5.1 de son arrêté préfectoral du 19/11/2024,**
- **des articles 5 et 10 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023** relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques (...) 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A titre de contradictoire, l'exploitant dispose d'un délai de 10 jours pour faire part de ses observations.

En effet, lors de la précédente visite de contrôle du 8 avril 2025, plusieurs écarts à la réglementation avaient été constatés et le rapport d'inspection notifié le 24/04/2025 à l'exploitant demandait des réponses dans un délai compris entre 1 et 3 mois. **L'exploitant devait notamment renforcer le suivi des déchets stockés sur son site**, en réduisant (et expliquant) l'écart entre les déchets entrants et les déchets sortants, en démontrant la réduction progressive des stocks accumulés sur son site.

Le Plan de Défense Incendie, obligatoire depuis juillet 2024, devait être finalisé sous un mois au vu des risques importants de départ de feu, notamment en dehors des heures ouvrées. Enfin, cette visite avait permis de constater un niveau d'empoussièrement important dans certaines zones du site, en particulier à proximité immédiate du crible rotatif de la chaîne de tri. L'exploitant avait 3 mois pour présenter son plan d'action. **A la date de l'incendie du 24/05/2025, les éléments transmis par l'exploitant ne permettaient de lever aucun des écarts constatés le 8/04/2025.**

L'incendie - non expliqué à ce stade - du samedi 24 mai 2025, d'un stock constitué par DBS de déchets plastiques et de matelas, à partir du tri de déchets entrants, a démontré à nouveau l'insuffisance du suivi des déchets reçus sur le site DBS de Colombier-Saugnieu et les dérives liées à ces stocks non répertoriés, non traités et non évacués du site dans des délais maîtrisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stock de déchets sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Note : art 1.2 du nouvel AP En fin de semaine, sauf situation exceptionnelle que l'exploitant devra dûment justifier, tous les déchets réceptionnés doivent avoir été traités lors de l'arrêt des installations à l'exception du stock tampon extérieur de DND AE** à trier d'au plus 2000 m3.
Constats : Lors de la présente visite, aucun état des stocks n'est disponible ni transmis à l'Inspection. L'exploitant indique que le dernier état des stocks est celui préparé pour l'inspection précédente du 8/04/2025.

Au regard des précédents rapports d'inspection, ce sujet perdure depuis plusieurs années. En effet, dès 2021, il apparaît que la société stocke des fractions de déchets pré-triés telles que le « 15/90 » et que ces stocks restent plusieurs années sur site, exposés aux intempéries avant d'être à nouveau criblés. Certains de ces stocks ont de la végétation à leur sommet. Au 25 mars 2022, l'exploitant déclare 9700 m³ de 15/90 sur son site. Au 31 mai 2023, le stock a été estimé à 6 700 m³. Lors de la présente inspection, soit plus de 3 ans plus tard, il reste plusieurs milliers de m³ à traiter, l'exploitant indique 40 % restant soit près de 4000 m³. Dans la zone proche de l'incendie du 24/05/2025, ces stocks anciens ainsi que des terres occupent une surface d'environ 4000 m². L'emprise au sol de ces stocks immobiliers nuit à la séparation des stocks de déchets combustibles voisins. Pourtant, l'exploitant en est informé depuis 2023

S'agissant des déchets qui ont brûlé, les explications apportées par l'exploitant sont les suivantes :

- les 120 m³ matelas sont stockés puis utilisés comme balai pour nettoyage du site. Les matelas arrivent de façon ponctuelle dans les bennes de chantiers.
- les 250 m³ de déchets de gaines plastiques devaient être broyés ce lundi 26 mai 2025 pour être évacuées.

L'Inspection relève l'importance du stock de matelas présent lors du départ du feu, stock constitué pour des fins de nettoyage du site, qui reste bien empoussiéré par ailleurs. Alors que l'exploitant ne dispose d'aucune filière en aval, il tolère la présence de matelas dans les bennes qu'il pose chez ses clients. Ce mode de collecte n'est pas compatible avec la filière REP des éléments d'ameublement.

DBS ne dispose donc d'aucun exutoire pour les matelas et n'a jusqu'à présent mis en œuvre aucune action structurée afin de ne pas plus recevoir de matelas dans les bennes de ses clients. Enfin, DBS laisse se constituer un stock « orphelin » de matelas sur son propre site, à proximité d'un déchet combustible : le bois.

S'agissant du stock de déchets de gaines plastiques, l'exploitant avait indiqué lors de la précédente inspection du 8/04/2025 avoir des difficultés à identifier un exutoire. Ce stock a entièrement brûlé lors du présent sinistre. A l'image des matelas, DBS laisse grossir sur son site un stock sans exutoire, à proximité d'un déchet combustible : le bois.

En conclusion, DBS ne dispose pas d'état hebdomadaire de ses stocks et multiplie sur son site des stocks sans exutoire (matelas ; gaines plastiques ; 15/90 ; terres difficiles à cribler....).

Certains de ces stocks peuvent constituer un risque supplémentaire d'incendie, comme le montre l'évènement du 24 mai 2025, hors heures ouvrées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant l'historique des contrôles de l'inspection des installations classées réalisés sur le site et les enjeux des non-conformités relevées, les suites administratives suivantes, seront proposées par l'Inspection à la Préfète :

- amende de 5 000 € au titre du L541-3 du code de l'environnement, relative à la gestion irrégulière des déchets sur le site ;

- mise en demeure, au titre du L. 171-8 du code de l'environnement, de se mettre en conformité, dans un délai de 3 mois, avec les dispositions :

- de l'article 5.1 de son arrêté préfectoral du 19/11/2024,
- des articles 5 et 10 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques (...) 2791

(traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 jours

N° 2 : Emplacement des stocks de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Les stocks extérieurs et intérieurs respectent les implantations définies au plan en Annexe.
Constats : Le plan prévoit 3 îlots de stockage de « bois 2714 », chacun de 1000 m ² maximum et de 6 m de haut maximum, au nord-Est de la chaîne de tri industrielle principale du site. L'incendie de déchets de gaines plastiques et de matelas du 24/05/2025 a eu lieu à l'interface Est de cette zone dédiée au stockage du bois, sur une surface d'environ 800 m ² . Aucune mention de ces déchets plastiques et de matelas ne figure au plan sus-mentionné. Ce stock n'était pas ponctuel car il avait déjà été vu en visite d'inspection le 8/04/2025. L'exploitant indiquait alors être en recherche d'exutoire. Donc DBS ne respecte pas les prescriptions de son nouvel arrêté préfectoral notifié le 19/11/2024 et n'a pas porté à la connaissance de l'Inspection le besoin impérieux de modifier ce plan en Annexe afin de stocker ce type de déchets à proximité d'un déchet combustible : le bois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant l'historique des contrôles de l'inspection des installations classées réalisés sur le site et les enjeux des non-conformités relevées, les suites administratives suivantes, seront proposées par l'Inspection à la Préfète : - amende de 5 000 € au titre du L541-3 du code de l'environnement, relative à la gestion irrégulière des déchets sur le site ; - mise en demeure, au titre du L. 171-8 du code de l'environnement, de se mettre en conformité, dans un délai de 3 mois, avec les dispositions : <ul style="list-style-type: none"> • de l'article 5.1 de son arrêté préfectoral du 19/11/2024, • des articles 5 et 10 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques (...) 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 jours

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La précédente inspection (08/04/2025) avait abordé le risque incendie et les obligations découlant de l'Arrêté ministériel du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques (...) 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>A cette occasion il avait été identifié un plan de défense incendie incomplet et demandé à l'exploitant de le compléter et de le transmettre sous un mois, avec une échéance au 24/05/2025, qui correspond au jour du sinistre.</p> <p>Le vendredi 23 mai 2025, la veille du sinistre, un courriel de DBS indique les actions entreprises :</p> <p>« o Un rdv a été fixé avec notre prestataire QUALIPREV afin de faire le plan d'évacuation des locaux le 15/04/25. le Plan doit être proposé d'ici semaine prochaine.</p> <p>o Il est convenu de mettre en place la formation incendie auprès de nos salarié (attente du devis de Qualiprev demandé le 15/04)</p> <p>o J'ai recueilli les coordonnées du chef de la caserne des pompiers de Colombier Saugnieu. Je vais lui faire une demande d'exercice d'évacuation sur site.</p> <p>o J'ai demandé à la mairie de Colombier le plan DECI, si existant, car non trouvé sur internet ; j'attends leur retour.</p> <p>o Un rdv est également fixé avec notre conseiller externe afin de compléter le PDI (lundi 26/05). »</p> <p>L'exploitant n'a donc pas respecté l'échéance du 24 mai 2025, qui lui avait été notifiée le 24 avril 2025 (date de réception par l'exploitant du rapport d'inspection signé).</p> <p>A l'issue de la présente visite, l'exploitant est pleinement informé de l'obligation d'installation d'une détection incendie et de rondes hors heures ouvrées, pour tous les déchets combustibles de son site (donc y compris la zone Bois), au plus tard au 1^{er} janvier 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant l'historique des contrôles de l'inspection des installations classées réalisés sur le site et les enjeux des non-conformités relevées, les suites administratives suivantes, seront proposées par l'Inspection à la Préfète :</p> <p>- amende de 5 000 € au titre du L541-3 du code de l'environnement, relative à la gestion irrégulière des déchets sur le site ;</p>

<p>- mise en demeure, au titre du L. 171-8 du code de l'environnement, de se mettre en conformité, dans un délai de 3 mois, avec les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'article 5.1 de son arrêté préfectoral du 19/11/2024, • des articles 5 et 10 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques (...) 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 jours

N° 4 : Gestion de déchets par un traiteur de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2025, article L541-3
Thème(s) : Situation administrative, gestion de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'exploitant, l'incendie du samedi 24 mai 2025 s'est déclaré sans motif apparent au sein d'un stock de déchets plastiques et de matelas ayant fait l'objet d'un pré-tri et d'un stockage temporaire prolongé à l'initiative de DBS. Ce sinistre a nécessité le recours d'importants moyens extérieurs des forces de secours mobilisées entre 17h30 et 22h30 pour l'extinction de cet incendie.</p> <p>La visite du 26 mai 2025 a permis à l'Inspection des installations classées de constater que la société DBS avait stocké ces déchets dans une zone non autorisée pour cette catégorie de déchets, puisque selon l'annexe 1 de son arrêté préfectoral du 19/11/2024, la zone en question est dédiée à l'entreposage temporaire de déchets de bois non dangereux. Il est ainsi constaté l'insuffisance du suivi des déchets reçus sur le site DBS de Colombier-Saugnieu et les dérives liées à ces stocks non répertoriés, non traités et non évacués du site dans des délais maîtrisés, et ce depuis 2021 d'après les rapports d'inspection de la DREAL.</p> <p>L'absence d'un état des stocks de déchets, pour un site industriel comme DBS spécialisé dans le traitement de déchets, constitue un manquement à ses obligations réglementaires et relève d'une infraction.</p> <p>Le site DBS a été alerté à plusieurs reprises lors des inspections précédentes depuis 2021 des</p>

risques liés à ces stockages non maîtrisés, dont le risque incendie. Ces alertes n'ont pas eu d'effet suffisant puisque cette mauvaise gestion se répète.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que cette gestion de déchets et les faits constatés lors de la visite du 26 mai 2025 par DBS sont contraires aux prescriptions du chapitre 1er du titre IV du livre 5 du Code de l'Environnement, et ne respectent pas des prescriptions plus précises qui en découlent telles que la tenue d'un stock hebdomadaire des déchets présents sur le site (voir constat n°1) , le respect des zones dédiées au stockage de déchets combustibles (voir constat n°2), le traitement de tous les déchets présents sur site et l'organisation de la défense incendie des déchets entreposés (voir constat n°3), il est proposé à madame la préfète d'infliger une amende administrative d'un montant de cinq mille euros (5 000 euros) à la société DBS, pour négligence répétée dans le suivi des déchets réceptionnés et non-traitement de déchets combustibles sur son site de la commune de Colombier-Saugnieu (69124)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 10 jours